



---

ONU Conseil de sécurité

## **Briefing MONUSCO**

New York, le 26 juin 2023  
Déclaration de la Suisse

---

Madame la Présidente.

Je remercie la Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique, Matha Ama Akyaa Pobee, de son exposé. Je salue également la participation des représentants de la République démocratique du Congo et du Rwanda.

Je souhaite partager le témoignage d'une habitante du village d'Arr', dans l'Ituri: « Nos enfants avaient une bonne école, mais durant le conflit tout a été détruit ». Ces mots illustrent les conséquences dévastatrices de la crise sécuritaire dans l'est de la RDC, y compris pour les prochaines générations. Ils constituent appel urgent envers toutes les parties à s'engager dans un dialogue sincère et à placer la protection des civils au cœur de tous les efforts.

Dans cet esprit, j'aimerais soulever trois points :

Premièrement, le droit international humanitaire, les droits humains, ainsi que la lutte contre l'impunité sont indispensables pour une paix durable. L'attaque odieuse perpétrée par des éléments présumés de la CODECO dans un site de personnes déplacées dans l'Ituri est un rappel sombre du manque de protection des civils. La lutte contre l'impunité, y inclus l'impunité des violences sexuelles – dont nous avons entendu les chiffres choquant de la Sous-Secrétaire générale - constitue un puissant moyen pour prévenir de futures violations. Ainsi, nous demandons au gouvernement de renforcer les enquêtes et les audiences foraines pour prévenir et répondre aux attaques armées impactant la population civile. La Suisse continuera de collaborer avec les autorités congolaises et l'Union africaine dans le domaine de la prévention des violences.

Deuxièmement, un dialogue sincère et inclusif est nécessaire pour faire progresser les processus politiques. Au niveau national, ce dialogue doit être instauré entre les autorités congolaises, l'opposition politique et la société civile. Cela revêt une importance particulière dans le contexte pré-électoral, alors que des tensions se font déjà sentir. Dans ce sens, des mesures correctives devraient être prises dans les zones où l'enregistrement des électeurs et électrices a été entravé par l'insécurité. Au niveau régional, le dialogue entre les Etats de la région demeure clé au succès des processus de Luanda et Nairobi. Nous saluons le sommet quadripartite qui se tiendra demain à Luanda, sous l'égide de l'Union africaine. Ces efforts illustrent l'importance que les initiatives de paix régionales se renforcent mutuellement. Enfin, un dialogue inclusif doit constituer le fil conducteur des échanges entre Kinshasa, la MONUSCO et

l'équipe de pays des Nations Unies dans le cadre du plan de transition. Après plus de deux décennies dans le pays, il est crucial de préserver les acquis importants obtenus avec le soutien de la Mission. Pour cela, une compréhension commune des étapes de la transition est essentielle, en particulier sur les conditions minimales de sécurité permettant une sortie responsable et durable de la mission.

Troisièmement, un retour à la stabilité et la sécurité est clé pour un développement durable et pour la prospérité. Les violences contre la population civile, les attaques contre les infrastructures civiles et les écoles et l'exploitation illicite des ressources naturelles empêchent le développement. Nous appelons le gouvernement à augmenter ses efforts pour la stabilisation du pays, notamment à travers la restauration de l'autorité de l'Etat, la bonne gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité. A cet égard, nous soutenons l'appel du Secrétaire général à ce que le projet de loi établissant une réserve de défense armée ne conduise pas à l'intégration *de facto* de groupes armés au sein des forces armées congolaises. Les efforts déployés par les autorités pour renforcer leurs capacités sécuritaires doivent respecter les droits humains et le droit international humanitaire.

Madame la Présidente,

La Suisse est attentive à la voix des autorités congolaises appelant à une transition accélérée de la MONUSCO. Le témoignage de l'habitante du village d'Arr' illustre pourtant le besoin, durant cette période de transition, pour le gouvernement Congolais de redoubler ses efforts pour renforcer la protection de la population civile. La Suisse continuera de collaborer étroitement avec les autorités congolaises, les Nations Unies et les communautés pour assurer une transition pacifique, menant à une société pacifiée et un développement durable en RDC.

Je vous remercie.

---

*Unofficial Translation*

Madam President.

I would like to thank Assistant Secretary-General for Africa, Matha Ama Akyaa Pobee for her presentation. I welcome the participation of representatives of the Democratic Republic of the Congo and of Rwanda.

I would like to share the testimony of a resident of the village of Arr', in Ituri: "Our children had a good school, but during the conflict everything was destroyed". These words illustrate the devastating consequences of the security crisis in the eastern DRC, including for future generations. They are an urgent call to all parties to engage in a sincere dialogue and to place the protection of civilians at the heart of all efforts.

With this in mind, I would like to raise three points:

Firstly, international humanitarian, human rights law and the fight against impunity are essential for lasting peace. The appalling attack perpetrated by alleged elements of CODECO in a site for displaced persons in Ituri is a sombre reminder of the lack of protection for civilians. The fight against impunity, including impunity for sexual violence – which we have just heard

the shocking figures from the Assistant Secretary-General - is a powerful means of preventing future violations. We therefore call on the government to strengthen investigations and mobile courts to prevent and respond to armed attacks on civilians. Switzerland will continue to collaborate with the Congolese authorities and the African Union in the area of violence prevention.

Secondly, sincere and inclusive dialogue is needed to move forward the political processes. At national level, this dialogue must be established between the Congolese authorities, the political opposition and civil society. This is particularly important in the run-up to the elections, when tensions are already being felt. Corrective measures should be taken in areas where voter registration has been hampered by insecurity. At the regional level, dialogue between the States of the region remains key to the success of the Luanda and Nairobi processes. We welcome the quadripartite summit to be held tomorrow in Luanda, under the aegis of the African Union. These efforts illustrate the importance of mutually reinforcing regional peace initiatives. Finally, an inclusive dialogue must inform the exchanges between Kinshasa, MONUSCO and the United Nations country team to advance the transition plan. After more than two decades in the country, it is crucial to preserve the important gains achieved with the support of the Mission. To this end, a common understanding of the next steps involved in the transition is essential, particularly with regard to the minimum-security conditions required for a responsible and sustainable exit of the mission.

Thirdly, a return to stability and security is key for sustainable development and for prosperity. Violence against the civilian population, attacks on civilian infrastructure and schools, and the illegal exploitation of natural resources are impeding development. We call on the government to step up its efforts to stabilise the country, in particular through the restoration of state authority, good governance and security sector reform. In this respect, we support the Secretary-General's call for the draft law establishing an armed defence reserve not to lead to a de facto integration of armed groups into the Congolese armed forces. Efforts by the authorities to strengthen their security capacities must comply with human rights and international humanitarian law.

Madam President,

Switzerland is attentive to the Congolese authorities' call for an accelerated transition of MONUSCO. However, the testimony of the inhabitant of the village of Arr' illustrates the need for the Congolese government to redouble its efforts to strengthen the protection of the civilian population during this period of transition. Switzerland will continue to work closely with the Congolese authorities, the United Nations and the communities to support a peaceful transition, leading to a peaceful society and sustainable development in the DRC.

Thank you.